

Un développement rural entre les attentes des populations rurales et les contraintes financières : cas de l'Algérie

Dr CHAIB BAGHDAD
Université de Tlemcen
chaibbaghdad@yahoo.fr

ABSTRACT:

Rural development has always been discussed and examined through different institutions and organisms in order to ameliorate economic and social conditions of rural households, since that it has been concluded that the poor economic situation of this part of territories can harm the whole economic growth of the nation.

For this, Algeria has undertaken a new strategy towards the rural areas, called the policy of rural renew since 2006, mainly to fight the crucial problem of food security, to create the fundamentals to implement economic development of rurals and peasants, and to extend activities in order to create more incomes and revenues for this category of population.

However, the nature of the algerian economy, based mainly on hydrocarbon sector, is considered as a problem and complication since that the national budget and the financing of investments are, mostly, depending on the price of oil in the international markets, and so, this policy of rural development can't be carried out if the external revenues are less than expected or hardly enough to follow the phases of this strategy.

This paper will try to analyze how the algerian deciders behave in a face of constraints fundings in order to satisfy the large waitings of the rural population.

Key-words: Rural Territories-Algeria-Development-Strategy-Revenues-Rural renew-Fundings.

المخلص:

لقد تم تحليل ودراسة التنمية الريفية دائما عن طريق منظمات وهيئات دولية من اجل النظر في كيفية تحسين الظروف الاقتصادية للسكان انطلاقا من فكرة ان التاخر الاقتصادي لهذا العالم قد يؤثر سلبيا على النمو الاقتصادي في هذا الاطار شرعت الجزائر في استراتيجية جديدة تحت اسم التجديد الريفي و ذلك لمحاربة مشكلة الامن الغذائي خلق اساس للتنمية الاقتصادية في الريف و توسيع النشاطات للحصول على المداخيل

لكن طبيعة الاقتصاد الجزائري المعتمد اساسا على قطاع المحروقات يشكل عرقلة لدعم التمويل الدائم والمستمر وذلك ان الميزانية مرتبطة بالمداخيل البترولية حسب الاسعار العالمية و عليه فان هذه السياسة قد تكون فاشلة هذا المقال يحاول تحليل كيفية تعامل و سلوك المقررين امام هذه المعظلة من اجل تغطية متطلبات المجتمع الريفي

الكلمات المفتاحية:

اقاليم ريفية - الجزائر - تنمية - استراتيجية - المداخيل - الريف - التجديد - تمويل

INTRODUCTION

On a tendance, ces jours-ci, à discuter et débattre de la question du développement, non pas seulement en termes économiques, mais aussi social, financier, commercial, et surtout, développement durable, où si l'on croit les déclarations récentes des responsables des institutions financières, commerciales et économiques internationales, on ne peut prétendre à un niveau de développement économique si l'on néglige les aspects qui sont liés à cette question de développement durable, constitué de trois dimensions fondamentales, à savoir la dimension économique, sociale et écologique.

Evitant de trop se focaliser sur cette thématique, on revient au thème du développement qui concerne une partie du monde qui semble être perdue et ignorée depuis la naissance de l'ère industrielle et l'émergence des firmes multinationales, un monde trop préoccupé par les rebondissements au niveau des marchés financiers, monétaires et bancaires, cette partie qui concerne la population rurale qui souffre, notamment, d'un isolement au niveau interne et domestique, malgré des appels et des directives étatiques, gouvernementales et administratives pour la prise en charge des doléances et des préoccupations de ces régions.

Le monde rural traverse des moments compliqués, délicats et complexes, depuis l'avènement de la mondialisation et la globalisation, et les stratégies de développement et croissance économique qu'une grande partie des Etats ont mis en place pour dénicher un positionnement puissant et imposant au niveau de la sphère économique internationale, et qui préfèrent jouer la carte de l'industrialisation et le renforcement des processus de fabrication et production, appuyée par les nouvelles technologies et les dernières innovations et créativité pour se permettre une place dans l'échiquier économique mondial.

On ne peut ignorer les conséquences désastreuses et fâcheuses que cela entraîne pour les ménages ruraux, pour les activités rurales et pour le développement des zones rurales, d'autant plus que les projets de développement de cette partie géographique semblent être pendues au financement nécessaire à cela, dans un contexte financier international qui se caractérise par des bouleversements, des turbulences et perturbations jamais égalées depuis fort longtemps, et cela de l'avis même des experts et des analystes.

En Algérie, le monde rural a vécu au rythme du développement économique et social du pays, de l'autogestion, de la centralisation économique et du passage à l'économie marchande et libérale, supportant mal sa marginalisation, son exclusion et son ignorance par les décideurs économiques du pays, qui ont adopté une politique et stratégie basée sur le secteur industriel, principalement le secteur des hydrocarbures, qui se comporte comme le seul leitmotiv et moteur de croissance de l'économie algérienne, particulièrement lors d'une embellie des cours au niveau des marchés internationaux des matières premières, créant, ainsi, un écart considérable entre ce secteur et le secteur agricole, et de ce fait, un délaissement des régions rurales et un exode rural qui finit par accentuer plus le fardeau social de l'Etat algérien.

Ce papier tentera de revenir sur le périple du monde rural et la question de son développement dans un contexte mondial dicté par des incertitudes et des appréhensions pour son avenir.

1) La stratégie du développement rural en Algérie

La question du développement est souvent soulevée, en littérature économique, lors d'une manifestation d'une volonté publique pour élaborer un processus d'évolution et croissance d'un secteur précis, d'un domaine particulier où d'une région dénommée, dans un souci de se rapprocher des normes internationales approuvées et reconnus pour assurer un développement qui soit le plus convenable possible, le plus consensuel et le plus soutenable, ce qui revient, irrémédiablement à cette question de financement et possibilité d'assurer une couverture financière selon la durée du projet, programme où stratégie.

Le monde rural en Algérie s'est contentée d'une mobilisation financière qui fut déclarée et citée comme une assistance qui fut loin de répondre aux attentes des populations concernées et qui s'est constituée comme un sérieux frein et entrave pour promouvoir une stratégie de développement dans un esprit d'équilibre régional et aussi dans le cadre de la stratégie global et national de développement économique, basée, désormais, sur les principes de l'économie libérale et classique.

Il est clair que le choix des décideurs économiques algériens pour favoriser le secteur industriel au détriment d'autres secteurs, parmi eux le secteur agricole, a pesé lourdement sur le retard enregistré du monde agricole et rural, malgré le fait que ce dernier fut bien inscrit parmi les préoccupations et les enjeux fondamentaux dans la stratégie de développement, et il s'est, même, inscrit comme un support et accompagnateur au processus de développement économique déclenchée par les autorités.

Les zones rurales ont vécu dans un dénigrement qui fut bien signalé à plusieurs reprises par des observateurs nationaux qu'internationaux, conséquence d'une politique étatique qui s'est voulue rassurante au début sur les effets de la croissance industrielle sur le secteur agricole, selon le schéma préconisé par Debernis (auteur de la politique des industries industrialisantes), mais à la fin, on se retrouve avec un monde agricole et rural à la limite du sous-développement et avec un écart grandissant avec le monde urbain et sédentaire, donnant naissance, à d'innombrables problèmes socio-économiques qui se sont accumulés depuis des décennies et qui exigent, maintenant, une sérieuse refonte et changement radical à tous les niveaux, et cela pour deux principales raisons :

- 1) Etre au diapason avec le développement d'autres secteurs économiques pour assurer, en parallèle, un développement harmonieux et équilibré du pays, conformément aux résolutions et directives des organismes internationaux.
- 2) Assurer et garantir une croissance agricole qui pourra s'investir et contribuer dans l'amélioration des conditions de vie des populations rurales, partant du fait que l'agriculture et l'élevage constituent les principales activités recensées dans ces régions.

A cet effet, l'Etat algérien, conscient du fait que le retard accumulé et grandissant du monde rural peut retarder son envol économique et social, a réfléchi sur une autre politique pour une autre relance de développement concernant ce monde et ces régions.

Il faut bien distinguer entre un développement rural et développement territorial, du fait que le premier implique la définition des priorités et des besoins des populations rurales concernant les services publics et élémentaires, entre-autres l'eau, la santé, l'éducation, le logement, le transport, afin de satisfaire ce qui peut l'être, et l'autre a plus une vocation d'aménagement des territoires pour des besoins de délimitation géographique et spatiale, ceci dans un esprit de bien définir le concept du développement rural, qui reste, malgré une multitude de travaux et études dans ce sens, relativement compliqué et difficile à trouver un consensus sur sa définition.

On ne va pas trop s'éterniser sur quelle définition est appropriée et adéquate à ce type de développement, même si on pense que cela est judicieux pour ce papier, mais il demeure important de relater la nature de la stratégie de développement rural que l'Algérie a adopté dans ce sens, à travers le parcours de quelques écrits et propos relevés, y compris la version officielle dans un esprit objectif et non partial.

L'idée de cette stratégie est venue suite à un diagnostic et une évaluation de la vie dans les régions rurales, particulièrement une étude faite et accomplie par le Ceneap¹ qui a abouti à un constat des plus alarmants et inquiétants sur l'état de dégradation et déclin de ce monde, dans un pays qui s'enorgueillit d'avoir une réserve financière qui peut le mettre à l'abri pour une durée assez longue et qui peut conférer un caractère de soutenabilité de l'économie nationale, créant, de ce fait, un embarras des autorités publiques, pour une nation qui ne pouvait prétendre à un développement sans signaler l'apport des ruraux et des campagnards dans le libération du pays.

Selon une analyse faite², il est question que les territoires ruraux sont les plus touchés par les signes de dégradation et un état des lieux des plus laborieux et hideux, particulièrement pour les pays du Sud méditerranéen, à l'instar de l'Algérie, le Maroc, L'Egypte, la Tunisie et autres, malgré le signalement d'une série de mesures en faveur d'un changement pour une amélioration effective dans ces zones, lisant, dans ce sens, « Ils (les territoires) connaissent tous les mêmes problèmes de rareté de l'eau, de dégradation des sols, de déforestation, de surexploitation des parcours, d'avancées de la désertification, que le déficit passé en matière de politiques de gestion territoriale des ressources n'a fait qu'aggraver ».

Pour le cas algérien, le parcours historique de ce pays n'a pas facilité la mise en place d'une politique efficace et consistante, du moment que le passage d'une société et économie coloniale à une autre plus ancrée sur des principes d'autogestion et planification rigoureuse selon la doctrine socialiste et planifiée, puis à une autre placée sous le sceau de la libéralisation économique et l'initiative privée, a accentué plus les écarts entre un monde industrialisé et un autre qui l'est moins, et qui se contente d'un secteur et des activités qui ne peuvent se rivaliser et concurrencer

¹ CENEAP=Centre National pour la recherche en Economie Appliquée et les Populations

² Analyse faite par un groupe de chercheurs de l'IAM de Montpellier, sous la forme d'un ouvrage collectif intitulé : « Méditerranée 2009 : Promouvoir le développement des territoires ruraux »

le secteur des hydrocarbures, sachant que la nouvelle configuration économique n'arrange pas trop les affaires du monde rural, en l'absence d'une véritable stratégie de développement économique national hors-hydrocarbures et une conjoncture financière internationale, qui semble, pour le moment, avantageuse pour le trésor et les réserves internationales du pays.

Aussi, en se référant aux déclarations officielles et aux synthèses de quelques travaux menés dans ce sens, il s'est avéré que le recours à une politique de développement rural en Algérie n'est pas dicté juste pour amorcer une véritable amorce pour le monde rural, mais aussi en réponse à certaines inquiétudes affichées par les responsables locaux quant au financement de cette démarche, car il a été constaté que certains des problèmes sociaux, vécus dans ces régions, sont devenus, avec le temps, de véritables entraves dans le processus de développement pour les raisons suivantes :

- 1) Consécration d'une partie importante du budget de l'Etat pour le règlement de ces problèmes au lieu de les diriger vers des investissements productifs.
- 2) Possibilité de retard dans ce règlement qui pourra se prolonger pour achever les autres projets en cours.
- 3) Effet de feedback sur les autres programmes qui touchent, aussi, le monde urbain.
- 4) Probables difficultés de remédier à des problèmes et situations fâcheuses, plus particulièrement, le chômage et la pauvreté.
- 5) Détournement de l'attention des acteurs et des parties prenantes sur la nécessité d'entamer un véritable processus de développement, le seul garant d'une véritable croissance économique, et par ricochet, la croissance et le développement rural.
- 6) La crainte que le sous-développement rural ne devienne une source d'inquiétude et de hantise pour les pouvoirs publics, à l'exemple de l'exode rural où l'immigration clandestine, voir même une instabilité dans le milieu rural.

Selon O.BESSAOUD³, la question du développement rural en Algérie est émergée suite à un constat défavorable et négatif sur les zones rurales, et la détérioration des conditions de vie et de l'indice du développement humain, partant du fait qu'une grande partie des communes dans ce pays, au nombre de 1541, sont rurales (près de 950 communes) et en plus des communes défavorisées, désintégréées, délaissées et marginalisées, rendant, ainsi, l'urgence et la nécessité d'une forte mobilisation pour faire renaître un espoir de croissance pour cette partie du pays, affirmant que « La nouvelle approche de développement rural va expérimenter une méthode fondée sur le principe de l'intégration des actions et de la participation des acteurs locaux dans les dynamiques de projet ».

Pour le ministère concerné⁴, cette stratégie doit viser à rendre plus accessible les conditions d'un redémarrage du potentiel économique qui existe dans ces régions, tout en préservant les

³ O.BESSAOUD, « La stratégie de développement rural en Algérie », CIHEAM-IAM Montpellier, 2009.

⁴ Propos du Ministère de l'Agriculture et le Développement Rural, Janvier 2007.

spécificités et caractéristiques de chaque région et zone rurale, étant donné que les communes rurales se distinguent par des reliefs naturels et des potentialités propres à chaque commune, laissant entendre par là que le gouvernement préfère un développement de chaque territoire tenant compte des capacités et des différences géographiques afin d'aboutir à des objectifs assignés et tracés selon les propres données et les singularités relevées, une manière de mettre en place une stratégie qui inclut les nouveaux principes de la mondialisation, à savoir la gouvernance, la responsabilité sociale, l'approche participative, la démocratisation, et la nécessité d'impliquer plus la société civile dans les décisions qui se rapportent aux questions de développement rural, insistant sur le fait d'éviter les erreurs des expériences antérieures et soulignant le caractère de décentralisation et délégalation dans les décisions qui concernent plus le devenir et l'avenir de ces régions, dans un contexte marqué plus par la transparence, la négociation et les compromis.

En outre, et sentant une déperdition des zones rurales et un émiettement des terres et des territoires qui leur sont liés, la stratégie de développement rural devrait trouver un terrain d'entente entre la nécessité de revitaliser les espaces ruraux et la mise en place d'une politique d'aménagement des territoires qui ne soit contraire aux objectifs assignés par le gouvernement, conscient du fait que cette dernière s'est faite discrète et exclue depuis quelques décennies déjà, malgré son importance en termes de gestion de territoires.

Ainsi, cette stratégie fut dictée dans un sens de protéger les populations rurales contre la dégradation continue et régulière des conditions de vie, mais aussi dans un contexte de préservation du potentiel naturel et environnemental des régions rurales, probablement due aux nouvelles directives et recommandations des institutions internationales sur la question du développement durable et la nécessité d'une protection écologique de la terre.

A titre de rappel, il faut savoir que la superficie totale de l'Algérie est estimée à près de 238 millions d'ha, dont 80% de terres improductives non affectées au secteur agricole, et seulement 17% de terres consacrées à ce secteur (soit 40 millions d'ha), et en plus, la superficie agricole utile ne représente que 8,6 millions d'ha, donc une part de seulement 20% de cette SAU, reflétant, ainsi, la nette régression du secteur agricole depuis l'indépendance pour un pays qui doit nourrir une population de près de 37 millions de personnes.

Selon d'autres données fournies⁵, il est question d'une population rurale estimée à près de 13 millions d'habitants, donc le tiers de la population totale, et un nombre de ménages ruraux qui avoisine les deux millions, alors que le nombre de communes rurales est estimé à 948 sur un total de 1541 communes, soulignant, quand même qu'il existe près de 3500 agglomérations rurales sur un nombre total de 4055 agglomérations au niveau national.

Conséquence du désintérêt (momentané) de l'Etat envers le secteur agricole, 39% de la population rurale active dans le secteur des services et commerce, suivi de près de 38% pour le secteur agricole, 14% pour le bâtiment et travaux publics, et enfin 9% dans le domaine de

⁵ Différentes données fournies par le ministère concerné, l'ONS et les directions des services agricoles.

l'artisanat et petites activités économiques, ce qui soulève la pertinente question de l'avenir économique et social des populations et entreprises rurales dans un contexte marqué, déjà, par une désagrégation totale des activités agricoles et rurales, avec une option claire vers l'industrie et le commerce, une remake du tissu urbain et industriel des villes.

La stratégie du développement rural est venue dans un contexte mondial marqué par une indifférence généralisée du monde rural, mais en même temps, un regain d'intérêt aux questions relatives aux approches participatives des populations rurales, même en étant conscient que cela n'est pas toujours évident, comme le souligne C.KAYSER⁶ que « Les sociétés traditionnelles rurales sont prises dans un tourbillon de changement, qui laisse souvent les acteurs locaux sans grande marge de manœuvre et est sans égard pour les systèmes de solidarité traditionnels ou informels », une manière d'avertir les concepteurs et initiateurs de la stratégie de bien cibler les populations rurales et de bien définir les objectifs à atteindre, étant donné que ces derniers sont multiples, variés et parfois contradictoires.

Cette stratégie se veut plus conciliante entre les différents partenaires impliqués et se veut aussi comme un espace qui permettra l'émergence des idées et des réflexions sur les méthodes et tactiques pour mettre en place des mécanismes favorables et incitateurs pour les formes de participation des populations rurales sur lesquels repose, entièrement et intégralement cette nouvelle stratégie de développement rural.

Un des outils privilégiés de cette stratégie réside dans la mise en place d'un programme de proximité et approche participative, à savoir le PPDR (Programme de Proximité et Développement Rural Intégré) qui se veut plus concerné par les véritables attentes des populations rurales et qui tente d'y remédier d'une manière différente des autres programmes, conçus, semble-t-il, pour le renouveau agricole que rural.

Inscrits sous le sceau du renouveau rural, ces PPDR se diffèrent des autres programmes sur le fait qu'ils cherchent à intégrer un grand nombre des ménages ruraux dans le choix, la conception et le suivi des programmes et des projets qu'eux-mêmes choisissent pour leurs communes, villages où douars, réduisant le rôle de l'Etat dans la mobilisation des fonds et des financements pour mener à bien ces programmes, une manière de réduire les interventions financières lourdes des institutions étatiques à travers le ciblage des projets qui rapportent en termes de création d'emplois, de revenus, et surtout une amélioration sensible et palpable des conditions de vie des populations rurales.

On revient, encore une fois, à O.BESSAOUD⁷ qui déclare que « Le PPDR constitue à la fois une démarche méthodologique et un outil opérationnel mettant en action des acteurs socio-économiques organisés et coopérant ensemble à la réalisation d'objectifs communs et postule de nouvelles formes de partenariat associant les organisations rurales, les entreprises économiques,

⁶ C.KAYSER, « Les zones rurales dans un monde globalisé : conflits et paupérisation, modernité manquée et pièges ethniques », Revue Grain de Sel, N°32, Juin 2005.

⁷ O.BESSAOUD, « La stratégie de développement rural en Algérie », Options méditerranéennes, Série A, N°71, 2006.

les collectivités territoriales et les administrations publiques », traduisant, de ce fait, toute la volonté des pouvoirs publics d'instaurer, par le biais de ces programmes et de cette stratégie, une nouvelle forme de partenariat et de synergie entre les desseins des populations rurales et les objectifs de l'Etat, afin d'éviter les erreurs du passé et entrevoir de nouvelles bases de coopération et coordination, seuls garants d'une réciprocité d'intérêt et d'avantages entre les deux protagonistes.

Une autre approche, plus intéressante et pertinente, est développée par le rapport Méditera⁸, à travers une description de la stratégie de développement rural, en Algérie, « Il entre désormais dans le champ politique en tant qu'objet social (avec une priorité de «développement humain» de la population rurale), en tant qu'objet économique spécifique (avec la prise en compte de la multifonctionnalité des zones rurales), et en tant que support de la durabilité (avec une vision intégrant la ruralité dans la, gestion durable de l'environnement), résumant, ainsi, les fondements de cette stratégie et ses contours, dans un souci d'insister et de pointer que cette politique de renouveau et cette stratégie de développement rural sont plus conçus pour faire admettre l'idée que le monde rural se sent prêt et préparé à affronter les aléas du développement économique, dans un cadre de mondialisation et globalisation.

On sent, à la lecture de cette politique, lancée effectivement en 2007, une certaine affirmation et confirmation de rupture et la mise en place des approches plus intégrées et spécifiques à la réalité du monde rural, qui, rappelons-le, se distingue par des écarts de développement d'une région à une autre, et qui ne facilite pas la tâche aux concepteurs de bien cibler les ménages les plus nécessaires, sachant que près de 45% des espaces ruraux sont considérés comme éparses et enclavés, et que des écarts considérables sont à prendre en charge par les initiateurs de cette stratégie, ainsi qu'une grande proportion des jeunes ruraux est sans emploi régulier et sans réelle vision sur l'avenir du monde rural, ce qui explique les arguments apportés par les décideurs en termes de communication et information sur le bien-fondé de la stratégie.

2) Les attentes de la population rurale

Les besoins de ces populations se concentrent, plus particulièrement, sur les services sociaux qui doivent remplir leur rôle en tant qu'instruments et outils qui permettent une vie décente et respectable pour les ménages ruraux, tenant compte du fait que ceux-ci se contentent des revenus et des salaires qui sont limités par rapport aux autres revenus d'autres activités économiques, et notamment industriels.

Dans ce contexte, la population rurale en Algérie ne cessait de réclamer une préoccupation de l'Etat en termes de création d'emplois, de renforcer les activités économiques existantes et de faire en sorte que la vie rurale ressemble et s'identifie à une vie ordinaire, tentant de faire entendre que les problèmes économiques vécus ont duré un temps plus long et fort coûteux pour les ruraux et pour l'Etat, sachant qu'une grande partie des communes rurales vivent dans une

⁸ Méditera, « Repenser le développement rural en Méditerranée », 2009.

précarité et une situation sociale et humaine fort déplorable, une situation qui s'est aggravée depuis le renversement de l'économie nationale dans la sphère libérale et l'économie du marché.

Selon un rapport du CENEAP⁹, il est mentionné que ces populations trouvent des difficultés pour avoir l'accès aux besoins élémentaires, à l'exemple des soins sanitaires, de l'eau potable, des routes et chemins, du gaz et l'électricité, du logement, transport et éducation, difficultés qui ont été recensés par rapport aux normes internationales établies et aux critères élaborés au niveau national, d'où on distingue une nette différence avec le monde urbain, ce qui explique la place de l'indice du développement humain du pays, classé actuellement à un niveau moyen (0,790), un classement qui aurait dû être meilleur si l'on avait pas négligé le monde rural qui compte une population de près de 14 millions d'habitants.

Selon la Banque Mondiale¹⁰, la population rurale algérienne était estimée à 30% en 2008, 29% en 2009, 28% en 2010 et 27% en 2011, ce qui montre une baisse de cette population, expliquée en grande partie par une part de l'exode rural vers le monde industrialisé et des services, et aussi d'autres facteurs sanitaires et socio-économiques, ce qui dénote, déjà, un sentiment d'abandon de cette population et une certaine négligence qui n'est pas seulement expliquée par le choix de l'industrialisation et la dépendance du secteur des hydrocarbures, mais par d'autres paramètres que les ruraux les résumant en actions limitées du pouvoir public.

Aussi, un autre rapport¹¹ nous fait savoir que, les difficultés et entraves qui minent et grèvent les espoirs d'un développement durable et soutenable des zones rurales, et qui expliquent la multiplication des besoins et des attentes des populations rurales, se concentrent dans les emplacements géographiques des régions rurales, du fait que plus les zones rurales sont isolées et éparées, plus les problèmes socio-économiques s'accumulent et s'entassent, et deviennent un fardeau plus lourd pour l'Etat afin de trouver les ressources nécessaires pour remédier à cette situation complexe et compliquée, ceci est d'autant plus argumenté par le rapport du Ceneap qui indique que les principales attentes des populations rurales en Algérie se focalisent sur l'accessibilité aux besoins sociaux élémentaires et sur la nécessité de recourir aux politiques les plus appropriées et adéquates les plus urgentes, ce que tente d'appliquer les initiateurs de la politique de renouveau rural.

La priorité des attentes du monde rural se situe au niveau de la création d'emplois permanents pour les jeunes et les femmes, afin de se procurer les revenus et salaires nécessaires et essentiels pour l'amélioration des conditions de vie au niveau des régions rurales, et permettre à une grande majorité des ruraux et paysans de s'offrir les accès aux besoins sociaux et de base pour les familles rurales, considérées, il faut bien le souligner, comme des familles démunies et défavorisées.

Ces revenus sont devenus un enjeu considérable et majeur pour les ruraux, considérés comme des rémunérations qui s'inscrivent dans un cadre global de changement économique et social du

⁹ Rapport concernant l'étude des besoins des populations rurales, 2004.

¹⁰ Données fournies par la Banque mondiale sur la population rurale, 2013.

¹¹ Rapport National sur le Développement Humain, 2000.

monde rural, sachant que la Banque Mondiale ne cesse de bousculer les gouvernements et les Etats de s'intéresser beaucoup plus au monde rural et paysan, partant du fait que toute croissance économique transite, impérativement, par une croissance de la production agricole, elle-même dépendante des conditions de vie des ruraux et des agriculteurs, étant donné que la principale activité exercée dans ces régions réside dans les activités liées à l'agriculture, même si on a remarqué une certaine substitution avec d'autres activités économiques.

Néanmoins, il faut bien préciser qu'il existe une certaine inégalité dans la distribution des revenus entre les secteurs, comme le souligne Pr K.BOUTALEB¹² qui confirme bien que la distribution des salaires et des revenus s'est effectuée conformément aux orientations publiques et gouvernementales qui ont donné la priorité aux domaines industriels et administratives, et comme le montre le tableau emprunté à l'auteur cité : Milliards DA

	2005	2006	2007	2008
Traitements et salaires	1327, 4	1411, 7	1698, 6	2108, 1
Agriculture	70,6	75,3	89, 5	95, 3
Administrations	632, 4	681, 5	797, 2	1127, 2
Autres secteurs	624, 4	854, 9	811, 9	885, 3
Revenus des travailleurs indépendants	1723, 0	1900, 7	2176, 0	2465, 7
Païement et transfert	841, 7	828, 0	1309, 5	1148, 6
Revenu Brut	3892, 1	4140, 4	5184, 1	5722, 1
Revenu disponible	3299, 4	3587, 1	4539, 5	4908, 4

Ce tableau est plus démonstratif et indicatif sur la part des salaires agricoles, qui certes ont enregistré une hausse entre 2005 et 2008, et qui s'est même étalée vers le début de l'année 2010 avec les importantes décisions de l'Etat algérien de faire augmenter le niveau des salaires et du SMIG qui avoisine les 18.000 DA, mais demeurent très loin des autres revenus, particulièrement de l'administration et du privé, une part qui peut se chiffrer à plus de dix fois le salaire agricole, donnant, ainsi un aperçu sur la nature des attentes des agriculteurs et des ruraux, du fait que la

¹² K.BOUTALEB, « Les politiques des salaires poursuivies en Algérie : Une quête contrariée d'efficience », Revue CREAD intitulée « Cinquante ans d'expérience de développement, Etat-Economie-Société,

principale source de survie et de possibilité pour se faire valoir au niveau de la société algérienne demeure le niveau des salaires et des revenus octroyés et proposés par l'Etat, tenant compte que le niveau des salaires agricoles est nettement inférieur aux autres salaires et rémunérations.

Faisant suite à cette question des revenus et salaires, on doit aussi traiter de l'autre question brûlante concernant les emplois dans le monde rural, et la problématique du chômage dans ces régions, du moment que le placement des ruraux, particulièrement les jeunes et les femmes, dans des fonctions et des activités économiques plus lucratives et rémunératrices semble, lui aussi, suivre le même cheminement que celui du monde urbain et sédentaire, et se considère, de ce fait, comme une autre préoccupation majeure pour les décideurs locaux dans le cadre précisément de cette politique du renouveau rural.

Selon quelques statistiques récoltées¹³, le taux de chômage en Algérie fut estimé à plus de 30% en 2001, pour atteindre 25% en 2004, puis 15% en 2006, pour se stabiliser à un taux de 10% au cours de l'année 2011, et selon les déclarations du ministère concerné, ce taux est redescendu à moins de 10% au cours de l'année 2012, constituant, de ce fait, une première dans l'histoire du pays.

Néanmoins, cette baisse significative de ce taux n'a pas concerné le monde rural, puisqu'il fut estimé à près de 25%, touchant particulièrement les jeunes et les femmes, étant donné que cette frange représente plus de 50% de tous les demandeurs d'emploi, ajouté à cela que la nature des emplois créés ne correspond pas aux caractéristiques et spécificités de la population rurale, notamment en termes de formation et apprentissage.

Ainsi, et selon quelques explications¹⁴ relatives à cette question, le marché de l'emploi, en milieu rural dans ce pays, se distingue par les éléments suivants :

- 1) Une qualification de la main d'œuvre jugée inappropriée et inadéquate avec les critères élaborés pour le recrutement et l'emploi.
- 2) Les offres d'emploi que les entreprises, les administrations et les exploitations agricoles et rurales proposent sont plutôt de nature précaire et non permanents, se focalisant plus sur les emplois de vacation et de mi-temps.
- 3) La majorité des emplois proposés se caractérise par des conditions de travail qui sont loin de répondre aux normes exigées et requises, sachant que les emplois agricoles sont plutôt difficiles et rudes.
- 4) L'incohérence des règles et des lois qui régissent le travail et l'emploi dans le monde rural et agricole, conduisant, de ce fait, à une certaine anarchie et désorganisation dans le marché de l'emploi rural et agricole.
- 5) Faute d'une absence d'une politique salariale conforme et réaliste selon la nature des régions rurales et paysannes, une inadéquation et contradiction se sont opérées au niveau de ce marché, créant, de ce fait, une situation chaotique qui plaide et favorise plus

¹³ Données récoltées au niveau des statistiques mondiales, Juillet 2013.

¹⁴ Explications tirée à travers quelques articles parus dans la revue du CREAD.

l'abandon des terres, des fermes et des exploitations rurales, pour des cieux plus cléments et avantageux.

Cela est largement suffisant pour bien comprendre les enjeux de cette stratégie et surtout de bien situer et cibler les véritables attentes de cette population, notamment pour les jeunes de moins de 25 ans, et les femmes qui semblent être touchées d'une part de la faiblesse des offres d'emplois et d'autre part, du caractère irrégulier qui les caractérisent, partant du fait que la plupart des femmes rurales algériennes manquent terriblement de formation, d'éducation et d'apprentissage pour pouvoir répondre aux exigences des employeurs, particulièrement dans ce contexte mondial marqué par l'introduction de nouvelles technologies et les innovations introduites dans le monde de travail contemporain.

Une autre attente cruciale et fondamentale se taille une part assez importante et considérable parmi la population rurale en Algérie et qui réside dans une urgence de régler la problématique de la pauvreté dans le milieu rural qui semble prendre une dimension alarmante et inquiétante, même si des progrès ont été réalisés pour atténuer cette endémie, qui ont été plus lisibles au niveau du monde urbain.

Selon une étude¹⁵, il fut question que les communes rurales affichent des taux de pauvreté plus importants que d'autres, puisqu'on a recensé que plus de la moitié des communes rurales au nombre de 940 souffre d'une pauvreté qui, certes, n'est pas jugé extrême et absolue, mais qui indique une tendance plutôt dangereuse et pessimiste pour l'avenir de ces régions.

On peut lire dans ce rapport que « Près des deux tiers (63 %) des collectivités de base dégagent un ratio inférieur à 500 DA par habitant et par an. Parmi ces communes 46,2 % n'atteignent pas 200 DA par habitant et par an et 72 % restent en dessous de la barre d'un ratio de 300 DA », soulevant, ainsi, une vague d'appréhension dans le milieu des analystes et responsables locaux sur la gravité d'un tel phénomène qui ne cesse d'évoluer et de remettre en cause les projets de développement pour le monde rural, parmi lesquels le projet de proximité et renouveau rural.

Aussi, et selon le FIDA (Fonds International pour le Développement Agricole)¹⁶, il s'avère que la majorité des pauvres dans le monde vit dans le milieu rural, où on a recensé que 75% des pauvres vivent et travaillent en milieu rural, dont 44% en Asie du Sud, 24% en Afrique Subsaharienne et aussi 24% en Asie de l'Est, et 6,5% en Amérique Latine et Caraïbes, cela est expliqué par les difficultés d'accès aux ressources, particulièrement la terre et l'eau, ainsi que la faiblesse de leurs revenus et rémunérations qui s'imposent comme un obstacle sérieux dans l'amélioration des conditions de vie et réduire, un tant soit peu, la part de la pauvreté qui ne rate aucune catégorie, et plus particulièrement les femmes rurales.

Pour le cas algérien, il faut savoir que la pauvreté touche deux fois plus les zones et régions rurales qu'urbaines, et que l'indice du développement humain indique une dégradation du niveau de vie des ruraux et cela depuis l'amorce des réformes économiques et la démarche

¹⁵ Etude élaborée par le PNUD sur la pauvreté en Algérie, 2001.

¹⁶ Travail réalisé par cet organisme intitulé : « Les ruraux pauvres », chapitre 2, 2006.

gouvernementale d'ouverture économique, principalement la question de la libéralisation des prix des denrées alimentaires qui a mis en difficulté, plus sérieusement les familles et ménages ruraux, sachant que ces familles se rabattent plus sur les produits de première nécessité, comme le café, le sucre et autres.

Devant cet état de fait, les craintes de la population rurale en Algérie se font sentir et se font entendre parmi les décideurs locaux, d'autant plus que le phénomène de l'exode rural ne cesse d'évoluer et que l'oisiveté a pris le dessus sur les jeunes des zones rurales qui ne jurent que par un changement vers des cieux plus cléments, mettant en péril les activités économiques, particulièrement le secteur agricole qui souffre d'un manque terrible en main d'œuvre et de compétence locale et domestique, sachant que l'âge moyen des agriculteurs dépasse la cinquantaine pour la plupart.

Certes, la pauvreté dans le milieu rural est plus perçue comme un phénomène qui s'apparente beaucoup plus sociale qu'économique, mais cela dénote, aussi, une inquiétude qui ne cesse d'interpeller les concernés sur une action d'urgence pour le bien de la population rurale.

3) La contrainte financière de l'Etat Algérien

Nul n'ignore la spécificité de l'économie algérienne qui réside dans sa quasi-dépendance sur les hydrocarbures pour financer, entièrement, les projets de développement économique et contribuer dans la stabilité et l'équilibre des agrégats macro-économiques, et cela depuis des lustres, que ni la crise effroyable de 1986, ni le changement de cap vers une ouverture économique et l'application des principes de l'économie de marché, n'ont pu altérer cette dépendance, qui devient plus problématique et endémique pour la poursuite des programmes et des projets en cours.

Ainsi, les projets ruraux de proximité n'échappent pas à cette mesure et cette contrainte, du moment que le financement des 12.000 projets de proximité dans le cadre de la politique de renouveau rural est inscrit dans un cadre de mobilisation des fonds nécessaires, ces derniers sont intimement liés à l'évolution des cours des hydrocarbures, plus particulièrement le pétrole, et connaissant la volatilité de ce type de marché international, on devinera les retombées d'une chute de ces prix sur les projets et programmes élaborés par les décideurs économiques.

Ainsi, le programme de soutien à la relance économique (P.S.R.E 1) a mobilisé des ressources financières d'un montant de **15 milliards de DA** en 2004, ainsi que la réflexion d'impliquer et faire intervenir d'autres fonds pour une meilleure coordination sur le plan financier comme :

- ✓ **Le Fonds National de Régulation et Développement Agricole (F.N.R.D.A) pour 40 milliards de DA.**
- ✓ **Le Fonds National d'Aide au Logement Rural (F.O.N.A.L).**
- ✓ **Le Fonds de Développement Rural et de la Mise en Valeur des Terres par la Concession (F.D.R.M.V.T.C).**
- ✓ **Le Fonds de Lutte contre la Désertification, de développement du Pastoralisme et de la Steppe (F.L.D.P.P.S).**

Dans le même contexte, La loi de finance 2008 a aussi pris des mesures pour aboutir à un financement à hauteur des exigences du développement rural, à travers la mise en place d'un fonds spécial d'appui aux éleveurs et petits exploitants agricoles, ainsi que la consécration de 18 milliards \$ au développement rural pour la période 2008/2011 qui financeront près de 4000 projets, ce qui indique que la question de financement se pose avec acuité et force, et exige une mobilisation forte et considérable des moyens financiers, car les quatre thèmes fédérateurs assignés et planifiés, dans le cadre de la stratégie de développement rural, se distinguent par un accompagnement financier à la hauteur de cette dernière, insistant sur le caractère de la durabilité et la soutenabilité.

Estimé à plus de 200 milliards DA, le projet de renouveau rural nécessite de ce fait une réelle mobilisation financière pour pouvoir soutenir la réalisation des milliers de projets qui sont programmés au cours de la période 2007/2013, et qui peut s'étaler jusqu'à l'année 2015, conformément au programme quinquennal 2010/2014 qui prévoit une enveloppe financière de plus de 286 milliards \$.

Cela est d'autant plus préoccupant lorsqu'on sait que l'Etat algérien ne peut influencer sur le cours des marchés pétroliers, du fait que les exportations ne pèsent pas trop face aux autres pays producteurs, à l'instar de l'Arabie Saoudite, l'Iran, le Venezuela, le Koweït et d'autres, et peuvent, à tout moment, subir les conséquences fâcheuses et désastreuses d'une baisse des prix comme ce fut le cas en 1986.

Prenant acte d'un rapport¹⁷, on peut avancer l'idée que le financement de la stratégie de développement rural en Algérie demeure tributaire des fluctuations des marchés internationaux des matières premières, étant conscient de l'immensité des attentes du monde rural et les difficultés qui peuvent apparaître et émerger en termes de concrétisations financières, particulièrement lors des moments de doute suite à des crises économiques et financières, où des perturbations signalées au niveau des équilibres des marchés intérieurs, ainsi que de probables dysfonctionnements et distorsions prévisibles.

¹⁷ Rapport établi par les services économiques de la direction du trésor, France, 2013.

Ce rapport nous indique un tableau sur quelques indicateurs externes de l'économie algérienne comme suit : Milliards \$ et autres indications

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Solde de la balance courante/PIB	22,8%	20,1%	0,3%	7,5%	9,9%	8,1%	7%	5,2%
Solde de la balance des paiements/PIB	22,0%	20,8%	2,8%	9,5%	10,1%	8,8%	7,8%	6,2%
Réserves de change (USD)	110,2	143,1	148,9	162,2	182,2	193,9	208,6	221,5
Mois d'importation	26,9	35	35,2	33,9	38,2	40,2	41,7	44,5

Même si ces indicateurs semblent satisfaisants sur l'ensemble et confirment la bonne tenue des agrégats macro-économiques sur le plan externe, notamment les réserves de change qui peuvent tenir pour plus de 40 mois d'importation, cela demeure, néanmoins, relativement fragile et vulnérable en l'absence d'une stratégie de diversification des ressources externes, elles-mêmes victimes de l'inexistence d'une politique de diversification hors-hydrocarbure qui permettra de compenser toute baisse des recettes qui proviennent des revenus pétroliers en cas de baisse des prix, laissant, ainsi, planer des doutes quant à la politique de soutenabilité du financement de la politique de renouveau rural, conscient du fait que les décideurs économiques ont toujours misé sur les éclats publicitaires et fantaisistes pour l'annonce des grands projets, mais ont buté sur des considérations financières trop sous-estimées et trop fébriles pour de tels projets.

Cela est corroboré par le fait que les recettes pétrolières ont déjà commencé à s'effondre et baisser depuis le début de l'année 2013, suite à des facteurs externes liés à la baisse de la demande mondiale, elle-même victime d'une décroissance économique que subit l'économie internationale, ce qui s'est répercuté sur les revenus tirés des exportations pétrolières du fait d'une baisse de ces prix à moins de 100 \$, alors qu'il stagnait à environ 110 \$ depuis pratiquement une bonne période.

Le gouverneur de la Banque Centrale (Mr Laksaci) le souligne bien en déclarant que « L'économie algérienne est face à un choc externe similaire à celui de 2009 qui est aggravé par une baisse substantielle du solde de sa balance des paiements sur fond d'un recul de ses revenus pétroliers. La baisse des prix du brut conjuguée à une réduction encore plus marquée des quantités exportées ont réduit les recettes d'hydrocarbures de l'Algérie de plus de 3 mds de

dollars rien que pour le 1er trimestre 2013 », ce qui s'est répercuté aussi sur une baisse des réserves internationales d'un milliard, enregistrant, de ce fait, un tassement de ces dernières à un montant de près de 190 milliards \$, événement qui ne s'est pas produit depuis une décennie et qui ne fut même pas stoppé par les effets de la crise internationale, donnant, ainsi, un coup d'arrêt à l'accumulation de ce montant depuis le début de l'année 2000.

Les dernières données ne sont pas plus confortables puisqu'on signale une baisse de près de 50% des recettes pétrolières depuis 2013, indiquant, ainsi, un montant de près de 160 milliards \$, une perte financière du FRR (Fonds de Régulation des Recettes) de plus de 20 milliards et des déficits signalés au niveau de la balance commerciale, la balance courante et l'équilibre budgétaire.

Pour le cas algérien, la question du financement est fortement liée aux paramètres suivants :

- i. **Le prix du baril demeure la base de toute décision de financement, par le biais des lois de finance.**
- ii. **L'état de santé et de résistance du dollar est aussi évoqué dans la discussion des disponibilités financières réelles.**
- iii. **Le taux d'ouverture économique qui dévoile une nette et accrue dépendance sur les fluctuations des marchés financiers et économiques internationaux.**
- iv. **La nature du partenariat économique élaborée avec les firmes internationales, sous forme d'investissements étrangers.**
- v. **La part significative des importations agro-alimentaires dans le montant global de celles-ci.**
- vi. **Un commerce extérieur entièrement et exclusivement orienté vers le monde économique libéral.**

Il faut bien savoir que le financement de la politique de développement rural, tel que conçu et élaboré pour la prise en charge des préoccupations et attentes de la population rurale dans ce pays, est subordonné aux fluctuations des marchés internationaux, et ces derniers se distinguent par des changements brusques et imprévisibles qui étonnent les plus avertis, remettant en cause les prévisions et probabilités calculées et estimées, d'autant plus que le monde rural nécessite une enveloppe financière plus consistante et non négociable si l'on veut concrétiser tous les projets acceptés, dans un souci d'éviter les erreurs des expériences antérieures et de bien cibler le type de ces attentes.

Selon un recoupement recensé¹⁸, il sera difficile pour l'Etat algérien de poursuivre cette cadence de financement de tous les projets, y compris ceux retenus pour le monde rural, en étant toujours

¹⁸ Recoupement recensé de quelques interventions, entre-autres, le ministre des finances, le gouverneur de la Banque centrale, la directrice du FMI, le CNES, La Banque Mondiale, l'OMC et autres.

dépendante des revenus du secteur des hydrocarbures et en excluant toute stratégie hors-hydrocarbure, même si les autorités publiques ne cessent de penser à cela, partant du fait que l'Algérie demeure un tout petit pays exportateur et qui n'influence pas trop sur les prix internationaux, alors que même en cas d'augmentation importante de ces prix, les recettes obtenues ne peuvent contribuer dans le financement de tous les programmes élaborés.

Il s'agit réellement d'une contrainte financière du moment que le financement des attentes du monde rural ne concerne pas uniquement la relance des activités économiques où le lancement des programmes d'investissement ruraux, mais surtout la question sociale et humaine qu'il faudra régler et résoudre avant une probable chute des recettes publiques, d'autant plus que selon les estimations des institutions financières internationales¹⁹, les cours pétroliers ne devront pas dépasser plus de 100 \$ dans le moyen terme, et que le trésor américain supportera mal le marasme de son économie, sachant que le gouvernement algérien a décidé de placer une partie de ces recettes dans les bons de trésor américain, et surtout que l'économie internationale devra patienter encore pour une réelle relance économique, ce qui se répercutera directement sur les exportations algériennes des hydrocarbures.

Certes, une enveloppe assez conséquente fut consentie pour répondre aux besoins du monde rural, notamment celle inscrite dans le programme quinquennal 2010/2014, et que les marges de manœuvre ne sont pas encore réduites où limitées, toutefois, cela ne peut être considérée comme une garantie où assurance pour la soutenabilité du financement de la politique de renouveau rural, connaissant la particularité et la spécificité de ces attentes et préoccupations qui sont devenues endémiques et problématiques.

Ces réserves sont émises par le fait que les attentes de la population rurale en Algérie ne se concentrent pas uniquement au niveau des exploitations agricoles où commerciales, mais elles s'élargissent aussi à des questions relatives au domaine social, à l'exemple de la santé, l'éducation, les routes, le logement, l'emploi, en un mot, les besoins sociaux et élémentaires pour une vie décente et respectable.

A ce sujet, il faut savoir que la loi de finances 2012 a consacré un montant de 296 milliards DA pour le renouveau agricole (donc 78% du montant global) et 50 milliards DA pour le renouveau rural (13% du montant global), ce dernier est réparti selon les fonds concernés, comme le FDRMVTC, FLDDPS, FONAL et autres, et partant du fait que le financement des besoins sociaux comme ceux indiqués précédemment exige et nécessite des montants importants et réguliers qui ne dépendent pas de ressources externes, on comprendra mieux nos craintes soulevées, car la création des infrastructures pour l'éducation de milliers d'enfants ruraux, pour leur transport, le logement pour des milliers de ménages, et les centres de santé de proximité,

¹⁹ Estimations faites par la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire international, Avril 2013.

n'est pas chose aisée et facile, même étant propriétaire d'un matelas financier assez confortable pour le moment.

Il faut, aussi, retenir le fait que la population rurale, même si elle ne représente, pour le moment, que près du tiers de la population totale, devra connaître une croissance puisque l'ONS²⁰, la population algérienne sera de l'ordre de 45 millions d'habitants, accentuant, ainsi, une progression des besoins et des demandes sociaux, sachant que la population juvénile demeure prépondérante et que la catégorie des femmes va exprimer d'autres besoins qui mettra le pouvoir public dans une pression continuelle et incessante.

Le financement de la santé demeure une autre source de souci pour les décideurs économiques, sachant, à titre d'exemple, que la sécurité sociale est chargée de contribuer aux dépenses de la santé, avec un montant qui s'est envolé de près de 10 milliards DA en 1993 à 35 milliards en 2006, dont une grande partie pour les soins de la population rurale, connaissant l'ampleur des maladies qui touchent particulièrement cette population qui préfère un traitement à base traditionnel et herbal pour des raisons évidentes de difficultés d'accès aux soins médicaux.

La part de l'éducation dans le budget de l'Etat ne cesse d'évoluer au fil du temps, avec une attention particulière aux populations rurales pour mettre fin à l'exode rural et permettre aux scolarisés de poursuivre leurs études et formations sur place, malgré l'existence des problèmes de transport et moyens de communication, ce qui rendra plus consistant les montants alloués à l'éducation et la formation au niveau des régions rurales.

La mise en place du FONAL²¹ constitue une autre préoccupation pour les autorités publiques afin de mettre en place une politique de stabilisation de la population rurale et mettre à pied d'égalité les ruraux comme les urbains sur la question des logements et leur répartition parmi les plus nécessiteux, rendant, de ce fait, plus délicat et complexe la mobilisation d'autres fonds nécessaires pour accéder aux demandes sans cesse croissantes, ayant à l'esprit que le volume des ressources dégagées est passé de 50 milliards DA en 2002 à 150 milliards DA en 2007, confirmant, ainsi, un engagement financier de l'Etat sans précédent sur cette question.

Tout cela renseigne sur le fait que la satisfaction des besoins sociaux de la population rurale dans ce pays devient extrêmement fragile et relativement compliqué, constituant, ainsi, une véritable contrainte pour l'Etat, même si d'autres avis invoquent d'autres facteurs plus optimistes et encourageants sur la base des rapports flatteurs des institutions financières internationales, mais cela demeure aléatoire et plutôt subjectif, du moment que l'avenir de l'économie algérienne ne

²⁰ ONS=Office National des Statistiques

²¹ FONAL=Fonds National pour l'Amélioration du Logement rural

montre pas des signes d'adoption d'autres stratégies économiques autres que celles qui se basent sur les hydrocarbures, et aussi **la productivité des facteurs** dans les entreprises (qu'elles soient publiques ou privées) ne plaide guère pour une probable amélioration productive de l'économie nationale qui peut, en toute circonstance, contribuer dans la création de la richesse nationale, la seule capable d'entrevoir un financement des projets de développement économique, y compris le monde rural, plus au moins sécurisé et rassurant, dans un monde économique en perpétuelle perturbation et fluctuation, notamment pour les marchés des matières premières (pétrole) dont dépend toute une économie, à savoir l'économie algérienne.

CONCLUSION

Le titre de ce papier évoque bien la question du développement rural en Algérie en termes de satisfaction des attentes de la population plus que sur un plan de production, rendement où autre mesure quantitative, du moment que la dimension humaine et sociale nous semble plus prioritaire et cruciale, dans un contexte national et international qui se caractérise par une attention plus particulière pour les intérêts pécuniers et financiers.

Le monde rural, dans ce pays, a vécu des moments historiques beaucoup plus difficiles et délicats, malgré les tentatives des autorités de mettre en place des projets sociaux afin de permettre de reconquérir et réhabiliter le patrimoine de ces régions, mais cela semble limité et insuffisant pour créer des conditions favorables pour une vie décente, ainsi que pour la redynamisation des activités économiques.

Sentant un danger de déperdition et régression de ces zones rurales, l'Etat s'est engagé dans un vaste programme de renouveau rural dans un souci de remettre sur rail les activités économiques qui sont propres à ce monde comme l'élevage, l'artisanat, la fabrication des produits de terroir, l'agriculture, et autres, considérées comme étant les seules qui peuvent permettre une stabilisation de la population et la création d'un environnement idéal et approprié pour atteindre un niveau acceptable de développement économique.

Néanmoins, cette démarche est venue un peu tardivement pour pouvoir réaliser les objectifs assignés à cette politique, retard qu'on peut expliquer par l'accumulation des besoins et des attentes de la population rurale, par la diversification des demandes enregistrées, par la multiplication des besoins et des souhaits, et par la complexité des défis concernant les régions rurales, partant du fait que la population rurale s'est développée et s'exprime en termes de nouvelles technologies et de nouvelles attentes.

L'économie algérienne est une économie rentière qui n'a pas encore mis en place une stratégie de remplacement de la dépendance du secteur des hydrocarbures, la mettant ainsi dans une perspective aléatoire et incertaine, car tout dépend de l'humeur des marchés internationaux des matières premières, ce qui se traduit par des craintes et des soucis sur une probable situation de blocage et de frein pour accomplir le financement de toute une stratégie qui consiste à redynamiser et réactiver une vie auprès de toute une population qui, certes, ne pèse pas trop pour le moment, mais qui aspire à réaliser les mêmes rêves et souhaits que les régions urbaines, particulièrement si l'on sait que toute question de développement où croissance économique transite, impérativement, par le développement rural.

La tâche semble ardue et compliquée par le fait que le financement de 12.000 projets de proximité, dans un souci d'atténuer les grognes et sentiments de frustration de la population rurale, ne peut être assuré et garanti par une économie qui ne souhaite pas que les prix pétroliers baissent trop, où que les facteurs exogènes affectent trop la structure économique, car les attentes du monde rural se sont fait trop attendre pour qu'on décide d'un coup les satisfaire, dans un contexte international qui se distingue par des incertitudes et des imprévisions, qui semblent se

diriger plus contre les intérêts de l'économie algérienne, et donc de probables difficultés financières à combler pour l'avenir du monde rural.

BIBLIOGRAPHIE

- 1) **O.BESSAOUD**, « La stratégie de développement rural en Algérie », CIHEAM-IAM, Montpellier, France, 2009.
- 2) **O.BESSAOUD et M.PETIT**, « Les territoires ruraux en méditerranée », CIHEAM-MONTPELLIER, 2012.
- 3) **A.DJENNANE**, « Les projets de proximité de développement rural intégré : Objectifs, contenus et méthodes », FSEGC, Université de Sétif, Algérie, 2012.
- 4) **H.NEMMOUCHI**, « La question du foncier agricole en Algérie : Pratiques foncières et pratiques sociales : Cas de Salah Bouchaou », ESO-CAEN, UMR 6590, Mars 2010.
- 5) **C.BAGHDAD**, « La question du développement durable dans le secteur agricole en Algérie : Proposition d'un débat », Colloque international de Sétif, Algérie, 2008.
- 6) **Rapports et documents du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural**
- 7) **Rapports du PNUD sur le développement humain**
- 8) **Rapports du FIDA sur la pauvreté dans le milieu rural dans le monde**
- 9) **Données et statistiques fournies par l'ONS**
- 10) **Rapports du FMI sur l'économie algérienne**
- 11) **Rapports de la Banque Mondiale sur les perspectives de l'économie algérienne**
- 12) **Rapports du CENEAP sur le monde rural en Algérie**